

Ce que la fermeture d'Ormuz coûterait à la Belgique: 4 scénarios

Jonathan Piron, Etopia - 12 mars 2026

Le conflit au Moyen-Orient déclenché le 28 février 2026 par les frappes aériennes israélo-américaines sur l'Iran bouscule la géopolitique mondiale de l'énergie et des matières premières. Les flux entrants et sortants du détroit d'Ormuz sont au cœur des enjeux¹. Ce passage maritime, qui permet le transit de près d'un quart de la consommation mondiale de pétrole et d'un cinquième du gaz naturel liquéfié (GNL), fait l'objet d'une paralysie sans précédent de par les opérations du régime iranien à la fois contre les infrastructures énergétiques des pays du Golfe persique et via les contraintes exercées sur le passage du détroit². Outre le pétrole et le GNL, ce sont aussi des fertilisants et d'autres composants essentiels pour des ressources stratégiques qui sont impactés. Pour l'Europe, ce choc survient dans un contexte de fragilité persistante héritée des crises post-pandémiques et du conflit ukrainien, tandis que pour la Belgique, l'événement constitue une menace importante sur son économie ouverte³. L'analyse qui suit détaille la mécanique de ce choc multidimensionnel, les flux de matières premières, les vulnérabilités structurelles et propose 4 scénarios dépendant de la durée du blocage.

1. Le rôle central du détroit d'Ormuz dans l'économie globale

Tout d'abord, le détroit d'Ormuz ne doit pas être perçu comme un simple canal de transit, mais comme le cœur d'un système circulatoire dont la moindre obstruction provoque des arythmies sur l'ensemble des marchés mondiaux. Sur le plan technique, la navigation y est contrainte par un rail de circulation dans chaque sens d'une largeur de seulement deux milles marins, séparés par une zone tampon⁴. Cette configuration rend le passage extrêmement vulnérable aux moyens militaires asymétriques, tels que le minage ou les attaques de drones, comme en témoignent les récentes frappes contre des tankers⁵. Contrairement aux crises précédentes, l'arrêt actuel du trafic est exacerbé par le retrait immédiat des couvertures d'assurance pour les risques de guerre, rendant toute navigation commerciale financièrement prohibitive, même en l'absence de blocus physique total⁶.

¹ Simone Tagliapietra, [How will the Iran conflict hit European energy markets?](#), Bruegel, 2 mars 2026; Andrea Petroczi-Urban *et alii*, ["Iran Conflict Could Have Far-Reaching Consequences for Global Fertilizer Supply Chain | Morningstar DBRS"](#), in *DBRS Morningstar*, 4 mars 2026; Rawan Oueidat, *et alii*, ["Middle East Conflict: GCC Energy Value Chain Show | S&P Global Ratings"](#), in *S&P Global*, 3 mars 2026.

² Agence Internationale de l'énergie, [Key facts on the Strait of Hormuz and oil and gas](#), mars 2026; Antoine Schaub, ["Les périlleuses conséquences d'un blocage prolongé du détroit d'Ormuz | RTS"](#), in *RTS*, 6 mars 2026.

³ Ilse Rubbrect, ["Economic importance of the Belgian maritime and inland ports - Report 2020 | National Bank of Belgium"](#), Banque nationale de Belgique, 18 mai 2022.

⁴ Jean-Paul Burdy, ["Le détroit d'Ormuz, verrou stratégique du golfe Persique | vie-publique.fr"](#), in *Vie Publique*, 6 mars 2026.

⁵ Rawan Oueidat *et alii*, "Middle East Conflict: GCC Energy Value Chain Shows Exposures", *op. cit.*; Crelan, [Conflit au Moyen-Orient : impact sur l'économie et les marchés financiers](#), 5 mars 2026.

⁶ Belga, ["Frappes contre l'Iran et commerce : les assureurs de navires résilient la couverture des risques de guerre"](#), in *RTBF info*, 4 mars 2026.

Environ 100 navires cargo traversent normalement le détroit chaque jour, dont 60 à 70 % sont des pétroliers ou des méthaniers. En mars 2026, ce flux est tombé à moins de 10 % de son niveau habituel⁷.

La dépendance asiatique aux hydrocarbures du Moyen-Orient est le premier moteur de la volatilité des prix mondiale. La Chine, l'Inde, le Japon et la Corée du Sud absorbent la quasi-totalité des flux sortant d'Ormuz⁸. Pour le Japon, la vulnérabilité est maximale avec une autosuffisance énergétique de seulement 11 % et une dépendance à 72 % envers le Golfe pour son pétrole⁹. Cette concentration géographique signifie que toute disruption à Ormuz déclenche une compétition immédiate entre les acheteurs asiatiques et européens pour les cargaisons alternatives disponibles sur le marché spot, poussant les prix vers des sommets¹⁰.

Le choc des hydrocarbures et la mécanique de contagion en Europe

Comment comprendre l'impact subi par l'Europe? Le mécanisme de transmission d'un tel choc énergétique à l'espace européen s'opère par deux canaux : l'effet de prix global et la rupture physique de livraisons. Bien que l'Europe ait diversifié ses sources d'approvisionnement en pétrole vers la Norvège, les États-Unis et le Kazakhstan, elle n'est pas isolée de la formation des prix mondiaux. Le Brent¹¹ a bondi de 35 % dès les premiers jours de mars 2026, franchissant la barre des 100 dollars, tandis que le TTF néerlandais, référence du gaz européen, augmentait de 75 %. Depuis, ces chiffres connaissent une forte volatilité, suite à l'incertitude quant à l'issue du conflit.

Évolution des prix et impacts inflationnistes

Dans ce cadre, l'impact macroéconomique de cette hausse est direct. Selon les modèles économétriques classiques, une augmentation persistante de 10 % des prix de l'énergie entraîne une hausse de l'inflation mondiale de 40 points de base (0,4 %) et pèse négativement sur la croissance du PIB¹². En Europe, où les stocks de gaz sont faibles à la fin de cet hiver (30 % de remplissage contre plus de 60 % les années précédentes), cette flambée des prix fragilise l'industrie lourde et réduit le revenu disponible des ménages.

L'analyse de la structure du marché révèle que le GNL est le maillon le plus faible. Près de 20 % du GNL mondial provient du Qatar et des Émirats Arabes Unis via Ormuz¹³. Sans

⁷ Agence Internationale de l'énergie, *Key facts on the Strait of Hormuz and oil and gas*, op. cit.

⁸ Philippe Mesmer, Brice Pedroletti, Harold Thibault, "[Pétrole : l'arrêt du trafic dans le détroit d'Ormuz fragilise l'Asie](#)", in *Le Monde*, 3 mars 2026.

⁹ Stéphane Geneste, "[Comment la guerre au Moyen-Orient fragilise l'économie du Japon](#)", in *RFI*, 11 mars 2026.

¹⁰ Nick Hedley, Amy Kong, Yusun Chin, "[Asian countries most at risk from oil and gas supply disruptions in Strait of Hormuz - Zero Carbon Analytics](#)", in *Zero Carbon Analytics*, Février 2026.

¹¹ Le Brent est un type de pétrole brut utilisé comme standard dans la fixation du prix du brut et comme matière première pour les contrats à terme sur le pétrole. Le Brent sert comme référence de prix pour le pétrole d'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient.

¹² Kristalina Georgieva, "[Coping and Thriving in a Fluid World](#)", in *FMI*, 9 mars 2026; Erica Yokoyama, "[IMF Urges Preparation for 'Unthinkable' Amid Mideast Conflict - Bloomberg](#)", in *Bloomberg*, 9 mars 2026.

¹³ Yousef Saba, Maha El Dahan, "[Qatar LNG, Saudi refinery, Israeli oil, gas fields down due to Mideast strikes | Reuters](#)", in *Reuters*, 2 mars 2026.

alternative physique — car contrairement au pétrole, le gaz ne dispose pas de pipelines de contournement vers la mer Rouge — cette offre est purement et simplement retirée du marché. L'Europe, en concurrence directe avec l'Asie pour les volumes américains et africains restants, voit sa facture énergétique menacée d'une forte hausse au moment où elle doit remplir ses stocks pour l'hiver suivant¹⁴. Si les infrastructures qataries ne subissent que des dommages mineurs ou aucun dommage et que les exportations reprennent dans les 15 jours, la production mondiale annuelle de GNL diminuerait de 4,3 % cette année. Si cette situation perdure pendant un mois, la perte dépasserait les 14 %. Il faut en outre compter entre quatre et six semaines pour que la production puisse atteindre à nouveau sa pleine capacité. Enfin, la capacité mondiale d'exportation de GNL est, à la mi-mars, pratiquement épuisée et le seul producteur capable de combler le déficit est la Russie, ce qui soulève de nombreux points critiques pour l'Europe¹⁵.

Face à cela, l'Europe pourrait être particulièrement impactée, selon l'économiste Bernard Kepenne (CBC): "Si les prix du pétrole se maintiennent au niveau actuel (à savoir le 11 mars 2026), ils pourraient être responsables, en 1 an, de plus d'1,5% d'inflation dans la zone euro." L'Europe risque d'ailleurs souffrir beaucoup plus que les Etats-Unis qui ont des réserves énergétiques importantes: "Aujourd'hui pour les prix du gaz on est déjà dans un rapport d'1 à 4 entre les Etats-Unis et l'Europe... ce gap pourrait encore s'accroître"¹⁶.

Pour l'industrie wallonne, toute hausse du prix du gaz se traduit par un "effet cascade" sur l'ensemble de la chaîne de production, affectant la compétitivité des entreprises et le pouvoir d'achat des ménages. Cette situation souligne la fragilité de la sécurité énergétique régionale, malgré les efforts de diversification des sources d'approvisionnement européens¹⁷.

2. La crise des fertilisants : une menace systémique sur la sécurité alimentaire

L'autre aspect critique moins évoqué de la fermeture d'Ormuz concerne l'industrie des engrais. Selon des données récentes, 33 % du transport maritime mondial des engrais azotés transite par le détroit d'Ormuz et la fabrication de ceux-ci tire parti des vastes réserves de gaz naturel du Moyen Orient pour alimenter le procédé de synthèse de l'ammoniac¹⁸. L'ammoniac est, en effet, un composant de base de la plupart des engrais

¹⁴ Priscilla Azevedo Rocha, Sing Yee Ong, Stephen Stapczynski, [Global LNG Hunt Intensifies as Middle East War Cuts Supply - Bloomberg](#), in *Bloomberg*, 11 mars 2026.

¹⁵ La hausse du baril au-delà de 90 dollars représente une manne financière importante pour la Russie. Dans un contexte de tensions internationales, ces nouveaux revenus énergétiques offrent à Moscou une marge de manœuvre stratégique accrue, notamment pour maintenir ses investissements militaires ou soutenir certains partenariats économiques. Les sanctions occidentales pourraient être partiellement contournées grâce à la demande mondiale persistante pour l'énergie. Par ailleurs, la Russie renforcerait ses relations énergétiques avec l'Asie, consolidant son rôle de fournisseur clé dans l'équilibre énergétique mondial (The Economist, [Liquefied natural gas: the overlooked economic chokepoint](#), 11 mars 2026).

¹⁶ Les Clés, "[Déroit d'Ormuz, pivot de la guerre en Iran](#)"? in *RTBF*, 10 mars 2026.

¹⁷ Loona Vovard, "[Guerre au Moyen-Orient : quels effets sur la facture de gaz en Belgique ? 3 scénarios possibles](#)", in *Selectra*, 6 mars 2026.

¹⁸ Faith Parum, "[Middle East Tensions Raise Spring Planting Concerns](#)", in *American Farm Bureau*, 9 mars 2026.

azotés, et le gaz naturel représente entre 80 % et 90 % de ses coûts de production¹⁹. La fermeture du détroit bloque l'exportation de près de 49 % du commerce mondial d'urée et de 30 % de l'ammoniac²⁰. Cette situation est d'autant plus conséquente qu'elle coïncide avec la période de semis printaniers dans l'hémisphère Nord, un moment où la demande en fertilisants est à son apogée²¹.

Les prix de l'urée provenant d'Afrique du Nord, principale alternative pour les agriculteurs européens, ont grimpé de 20 % en seulement 48 heures après le début du blocage du détroit d'Ormuz. Pour l'Union européenne, qui a déjà imposé des droits de douane élevés sur les engrais russes et biélorusses, la perte des volumes du Golfe laisse un vide difficile à combler à court terme²².

Le manque de soufre, dont la moitié des exportations maritimes mondiales transite par Ormuz, paralyse également la production de phosphates, le soufre étant nécessaire pour extraire le phosphore du minerai pour produire de l'engrais phosphaté utilisable²³. Il en résulte un "effet domino" : la hausse des coûts de l'énergie augmente les coûts de transport et de production, tandis que la rareté des fertilisants réduit les rendements agricoles, alimentant une nouvelle spirale d'inflation alimentaire mondiale²⁴.

Pour l'agriculture wallonne, l'impact serait majeur, en particulier pour le secteur des grandes cultures céréalières (blé, orge, maïs) qui repose sur un usage intensif d'énergie et d'intrants, dont les engrais azotés et phosphatés, majoritairement importés²⁵. La dépendance vis-à-vis du Moyen-Orient se manifeste ici de manière directe pour les phosphates et indirecte pour les engrais azotés via le marché du gaz. En Wallonie, Yara Terte est l'un des principaux producteurs d'engrais azotés. La production du site repose sur l'importation de gaz naturel, transformé en ammoniac puis en nitrate d'ammonium. Environ 80 % de la production de Yara Terte concerne les engrais azotés, essentiels pour maintenir les rendements des cultures et prairies wallonnes dans le modèle agricole conventionnel.

La crise actuelle et, plus particulièrement, la fermeture plus ou moins prolongée du Détroit d'Ormuz génère donc deux tensions sur le système agricole conventionnel intensif : l'augmentation des coûts de production liés aux prix de l'énergie et des intrants et/ou la réduction des rendements de nombreuses spéculations. Dans tous les cas, une inflation de prix des aliments est prévisible.

3. Impact sur les métaux et les plastiques : L'aluminium et le polyéthylène

¹⁹ Association négaWatt, [Priorisation des besoins de l'hydrogène dans l'industrie](#), 2023.

²⁰ Margaux Otter, "[Guerre au Moyen-Orient : les engrais de synthèse, l'autre produit touché par le blocage du détroit d'Ormuz](#)", in *Nouvel Obs*, 11 mars 2026.

²¹ Samuel Taylor, Dorian Milenkova, "[Global fertilizer markets feel impact of conflict in the Middle East - Rabobank](#)", in *Rabobank*, 6 mars 2026; Joshua Baethge, "[Iran conflict cripples global fertilizer supply](#)", in *FarmProgress*, 9 mars 2026.

²² Simone Fant, "[The closure of the Strait of Hormuz also threatens the fertiliser supply chain](#)", in *Renewable Matter*, 4 mars 2026.

²³ Joshua Baethge, "Iran conflict cripples global fertilizer supply", *op. cit.*

²⁴ Joseph Glauber, "[The Iran war: Potential food security impacts](#)", in *International Food Policy Research Institute*, 6 mars 2026; World Food Programme, "[WFP warns rising food and fuel prices risk pushing global hunger higher as humanitarian needs grow](#)", in *WFP*, 8 mars 2026.

²⁵ Commission Européenne. Agriculture et développement rural, [Belgique \(Wallonie\) – Plan stratégique relevant de la PAC](#), 2025.

Outre les hydrocarbures, le détroit d'Ormuz est une artère vitale pour les matières premières industrielles. Les pays du Golfe représentent environ 8,3 % de la production mondiale d'aluminium primaire et près de 15 % des exportations mondiales²⁶. Cette production repose sur l'avantage compétitif d'une énergie abondante et peu coûteuse.

L'aluminium : un marché sous tension

L'aluminium est un élément sous tension. L'Europe importe ainsi environ 20 % de son aluminium primaire du Moyen-Orient²⁷. Contrairement au pétrole, la chaîne de valeur de l'aluminium est rigide. Les fonderies de la région (comme Alba au Bahreïn ou EGA aux Émirats) ne disposent que de 21 à 28 jours de stocks d'alumine, leur matière première, qui est elle-même importée via le détroit. Un blocus prolongé entraîne donc non seulement l'arrêt des exportations de métal fini, mais aussi la paralysie des outils de production par manque de matières premières.

Début mars, l'aluminium primaire à Rotterdam a bondi de 20 % pour atteindre 410-440 dollars par tonne. Le déroutement des navires par le Cap de Bonne-Espérance ajoute 12 à 16 jours de transit et augmente les coûts de fret de 35 à 42 %, rendant l'aluminium importé nettement plus onéreux pour les secteurs de l'automobile et de la construction en Europe. En parallèle, le secteur pétrochimique subit un choc similaire. Environ 15 % de la production mondiale de polyéthylène, le plastique le plus utilisé, sort du Moyen-Orient, et 80 % de ce volume dépend du détroit d'Ormuz²⁸. Le risque est donc de voir, pour les industries européennes de l'emballage et de la transformation, des ruptures d'approvisionnement et une hausse des coûts des polymères.

4. La Belgique : vulnérabilités d'une économie ouverte

En tant qu'économie parmi les plus ouvertes au monde, la Belgique est particulièrement sensible aux chocs de commerce international. Le port d'Anvers, deuxième plateforme portuaire européenne, est au cœur de ce système. En 2020, les ports belges généraient 31,8 milliards d'euros de valeur ajoutée directe et indirecte, soit 7 % du PIB national.

Le cluster chimique d'Anvers au "point de bascule"

Point important: le port d'Anvers, qui abrite le plus grand cluster chimique d'Europe. Cette industrie est doublement frappée par la crise d'Ormuz : d'une part par l'augmentation massive du coût du gaz et de l'électricité, et d'autre part par la perturbation des flux d'intrants (ammoniac, éthylène, polyéthylène) en provenance du Moyen-Orient. La fédération Essenscia alerte sur le fait que le secteur se trouve depuis plusieurs mois face à un "point

²⁶ Tom Daly, Lewis Jackson, "[Mideast-bound bauxite, alumina vessels divert due to Hormuz blockage](#)", in Reuters, 9 mars 2026; Aarti Nagraj, "[Aluminium prices expected to rise with prolonged war set to hit Gulf producers](#)", *The National*, 10 mars 2026.

²⁷ Ewa Manthey, "[Middle East escalation could push aluminium above \\$4,000/t](#)", in *ING Think*, 6 mars 2026.

²⁸ Antoine Schaub, "Les périlleuses conséquences d'un blocage prolongé du détroit d'Ormuz", *op. cit.*

de bascule" où la perte de compétitivité face aux États-Unis (où le gaz est très bon marché) pourrait entraîner des fermetures définitives de sites²⁹.

L'analyse de la Banque Nationale de Belgique (BNB) souligne que les chocs de chaînes d'approvisionnement se propagent de manière asymétrique. Les entreprises ayant une forte "exposition amont" (dépendance aux fournisseurs étrangers) subissent des baisses de ventes persistantes de l'ordre de 0,3 % pour chaque point de pourcentage d'exposition supplémentaire³⁰.

Les impacts socio-économiques potentiels

À court terme, la séquence actuelle se marque par une volatilité des marchés et un possible engorgement des navires. Pour stabiliser les prix du marché, les stocks stratégiques sont mobilisés suite à une décision prise par l'Agence Internationale de l'énergie, avec une libération record de 400 millions de barils de pétrole. Toutefois, les évolutions rapides des coûts de l'énergie font craindre un impact important pour les entreprises et pour les ménages les plus vulnérables. L'impact sur les trésoreries des entreprises qui doivent payer leurs intrants à un prix plus élevé pourrait être important. De plus, en Belgique, près d'une personne sur cinq vit déjà en situation de précarité énergétique, c'est-à-dire qu'elle consacre une part disproportionnée de ses revenus à se chauffer, ou qu'elle rogne sur des dépenses énergétiques quitte à entamer sa santé. Dans ce contexte, marqué en outre par des tensions sociales importantes autour des mesures brutales de l'Arizona, une nouvelle hausse durable des prix de l'énergie pourrait rapidement aggraver des situations humaines déjà compliquées. Même si l'évolution exacte des prix reste incertaine dans les semaines à venir, une chose paraît déjà acquise : la volatilité des marchés de l'énergie finit presque toujours par se répercuter, tôt ou tard, sur les factures des ménages. Autrement dit, quelle que soit l'ampleur finale de la hausse, l'impact social est difficilement évitable. La question n'est donc plus seulement celle de l'évolution des marchés, mais aussi celle de la réponse publique à apporter pour protéger les citoyens belges, en particulier les ménages les plus fragiles et les entreprises, en particulier si celles-ci sont intensives en énergie.

5. Scénarios prospectifs : quelle ampleur des chocs à venir?

L'évolution de la situation dépend donc principalement de la durée de la fermeture du détroit et de la capacité de la communauté internationale à restaurer la sécurité maritime. Quatre scénarios peuvent être envisagés pour les mois à venir. Ces scénarios restent des hypothèses mais donnent des indications sur les fluctuations possibles et leurs impacts sur les économies belges et européennes.

Scénario 1 : La prime de risque persistante

C'est le scénario de référence. Le conflit entre dans une période de latence, avec une réduction des frappes sur l'Iran et les pays du Golfe sans toutefois parvenir à un

²⁹ Essenscia, [Des fermetures en hausse, des investissements presque au point mort : le secteur chimique européen en phase de contraction](#), 28 janvier 2026.

³⁰ Gert Bijnen, Mariano Montoya, Stijn Vanomerlingen, [A bridge over troubled water: flooding shocks and supply chains](#), Working Paper 466, Banque Nationale de Belgique, 3 octobre 2024.

cessez-le-feu durable. Le détroit, fermé durant un mois, est à nouveau ouvert mais le trafic est réduit de 50 % en raison de l'insécurité, du coût des assurances ou des autorisations de transit délivrées à certains bateaux³¹. Le rétablissement de la production et de la logistique prend plusieurs semaines. La navigation se fait sous escorte militaire internationale³² :

- **impact énergétique** : le pétrole se maintient entre 90 et 110 dollars³³. Le gaz européen reste volatil mais évite les records de 2022 grâce aux stocks de GNL américains et norvégiens.
- **impact économique** : l'inflation en zone euro reste bloquée autour de 3-4 %. La croissance belge est amputée de 0,2 à 0,3 point de pourcentage.
- **conséquences industrielles** : le secteur est confronté à un ralentissement modéré de la production chimique à Anvers. Les produits finis connaissent une hausse des prix.

Scénario 2 : le choc stagflationniste³⁴

Le conflit demeure pendant 2 voire 3 mois avec des échanges de tirs entre l'Iran et les pays du Golfe. Même en cas de retrait unilatéral américain, la situation reste conflictuelle, l'objectif du régime iranien étant de dissuader toute attaque future et de forcer les États du Golfe à rompre leur partenariat avec les États-Unis. Des tankers sont visés ainsi que des raffineries et dépôts d'hydrocarbures. Le détroit reste presque totalement fermé pendant une période de 4 à 8 semaines, ce qui dissuade la grande majorité des navires de tenter de franchir l'espace maritime. Les efforts de réouverture militaire sont lents et contestés, nécessitant une coordination internationale importante pour sa mise en oeuvre et exposant les bâtiments à de possibles attaques iraniennes³⁵:

- **impact énergétique** : le pétrole grimpe entre 120 et 150 dollars. Le gaz européen double de prix en quelques semaines³⁶.
- **impact économique** : l'Europe fait face à un phénomène de stagflation, qui est une combinaison de stagnation et d'inflation économiques. La flambée des prix du gaz et le choc énergétique pourraient réduire les revenus réels et ralentir la croissance, tout en faisant grimper l'inflation. La possibilité devient réelle d'une entrée en récession technique de l'Allemagne et de la Belgique. L'inflation dépasse les 4 %. Le système financier subit des tensions sur les appels de marge des entreprises énergétiques.
- **Conséquences Industrielles** : La situation se marque par des arrêts temporaires de production dans la sidérurgie et la chimie. Des rationnements du gaz pour les gros consommateurs industriels sont envisagés voire mis en place. Les prix du carburant, du gaz et des céréales impactent les revenus des ménages, créant des tensions sociales.

³¹ Comme par exemple des navires livrant leurs cargaisons à la Chine, à l'Inde ou à d'autres pays asiatiques vis-à-vis desquels l'Iran ne souhaite pas entrer en conflit.

³² Oxford Economics, [Iran and the Strait of Hormuz: risks to global energy prices](#), 27 février 2026.

³³ The Terminal, ["Oil hinges on Hormuz"](#), in *Bloomberg Economics*, 12 mars 2026.

³⁴ Luca Ittimani, ["Why has the Iran war sparked fears of stagflation for the global economy?"](#), in *The Guardian*, 10 mars 2026.

³⁵ Schrodgers, [Iran conflict and the implications for oil and other commodities](#), 2 mars 2026; Stephen Minton et alii, ["Stress Testing the Digital Economy: War in the Middle East and the Global ITk"](#), in *IDC*, 9 mars 2026.

³⁶ The Terminal, ["Oil hinges on Hormuz"](#), *op. cit.*

Scénario 3 : vers le découplage énergétique

Le conflit s'installe dans la durée (plus de 6 mois), rendant le détroit d'Ormuz impraticable pour le commerce mondial régulier. La perte de contrôle du détroit paraît structurelle. D'autres théâtres d'opérations s'ouvrent, notamment dans la Mer Rouge avec l'implication plus avancée des Houthis, impactant le flux maritime dans la zone. L'objectif du régime iranien est de déstabiliser l'économie mondiale, afin de dissuader toute attaque ultérieure contre son territoire. Un déficit non compensé de 14 millions de barils par jour — soit environ 14 % de la consommation mondiale — requiert dès lors une hausse de prix importante pour rééquilibrer le marché par compression de la demande³⁷. Le choc lié aux autres matières premières se propage à l'ensemble de la chaîne de valeur. Les prix alimentaires augmentent suite à la mauvaise fertilisation des sols au printemps et aux anticipations des prix élevés pour les semences de 2027. Une autre dimension de l'inflation des prix alimentaires peut-être liée à la spéculation et aux difficultés d'approvisionnement des pays du Golfe en nourriture. L'industrie européenne commence à mettre en œuvre des plans de réduction de la demande de gaz. En Belgique, le secteur chimique doit décider du maintien de ses capacités face à des concurrents extra-européens.

- **impact énergétique** : la fourchette de 150 à 200 dollars constitue une estimation conservatrice. Face à la fermeture du détroit se développe une réorganisation des flux mondiaux. L'Asie accapare le pétrole russe et africain. L'Europe se tourne exclusivement vers l'Atlantique, avec des coûts logistiques structurellement plus élevés. Les flux maritimes doivent contourner l'Afrique, via le Cap de Bonne-Espérance, ce qui prolonge leur durée et a un impact sur les coûts.
- **impact économique** : dans ce scénario, une perte durable de 1,5 à 2 % du PIB européen devient une possibilité. Le choc se marque par une désindustrialisation de secteurs électro-intensifs. Le transport routier, pilier logistique de l'économie, verrait ses coûts s'envoler, entraînant une inflation diffuse dans l'ensemble des chaînes d'approvisionnement. L'agriculture conventionnelle, très dépendante de l'énergie et des intrants pétrochimiques, subirait une nouvelle pression sur ses marges. Dans ce contexte, le pouvoir d'achat des ménages deviendrait rapidement un sujet politique majeur, avec un risque de tensions sociales rappelant les crises énergétiques précédentes.
- **conséquences industrielles** : l'industrie chimique et les secteurs fortement consommateurs d'énergie seraient particulièrement impactés. La Belgique doit repenser son modèle portuaire, passant d'un hub de transit mondial à un hub régional sécurisé.

Scénario 4 : la désescalade rapide (probabilité faible au regard de l'extension de la durée du conflit)

Un accord diplomatique conclu entre les différentes parties et fournissant à chacune des garanties ou une victoire militaire éclair permettent une réouverture totale du détroit en moins de 15 jours. Les flux se rétablissent complètement en quelques mois.

³⁷ Olivier Blanchard, [Selon Olivier Blanchard, le prix du pétrole pourrait durablement s'installer à 150-200 dollars le baril](#), in *Le Grand Continent*, 12 mars 2026.

- **impact énergétique** : retour rapide du pétrole vers 70-80 dollars. La prime de risque s'évapore.
- **impact économique** : le choc reste un épiphénomène statistique. La confiance revient, limitant l'impact sur la croissance annuelle. Sur base d'une hypothèse d'un prix du Brent à 80 dollars en 2026 et à 71 dollars en 2027, ainsi que d'un prix du gaz à 45 euros par MWh en 2026 et à 36 euros en 2027, l'inflation est de 2,6 % en 2026 et de 1,9 % en 2027³⁸.

6. Sécurité d'approvisionnement, autonomie stratégique et transition énergétique

Pour limiter les impacts des différents scénarios de crise liés au détroit d'Ormuz, la Belgique dispose de plusieurs pistes, allant de la gestion de l'urgence immédiate à des réformes structurelles à long terme. Ces actions devraient, le plus souvent s'inscrire dans un cadre coordonné à l'échelle européenne.

1. Gestion de l'urgence et sécurité d'approvisionnement (court terme)

Confrontées à la volatilité immédiate des prix, les autorités belges et européennes peuvent envisager un panel de mesures. En ce qui concerne la coordination des stocks de gaz, bien que les autorités assurent que l'approvisionnement de la Belgique est garanti, la gestion des stocks reste critique. La coordination européenne pour le remplissage des capacités de stockage dès le printemps pourrait être renforcée afin d'anticiper l'hiver suivant et de garantir la rentabilité des opérations.

Face à des chocs durs sur le temps moyen-long, la mise en œuvre de stratégies de réduction de la demande de gaz est une piste pour l'industrie européenne, afin de soulager la pression sur l'offre. La mobilisation des réserves stratégiques est une autre piste possible. Pour le pétrole, la Belgique, en tant que membre de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), pourrait participer à une libération coordonnée des stocks de sécurité (correspondant à 90 jours d'importations nettes) pour stabiliser le marché. Néanmoins cette mesure reste temporaire, n'est pas certaine de faire diminuer les prix et ne règle en rien le problème de base liée au blocage d'Ormuz.

Il reste dès lors le soutien financier aux entreprises et aux ménages. À l'instar des mesures prises pendant la pandémie et durant la crise énergétique à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, des dispositifs de soutien aux liquidités et à la solvabilité pourraient aider les entreprises et les ménages à surmonter les chocs financiers à venir.

2. Autonomie stratégique et transition énergétique (long terme)

De manière plus générale, la crise peut être un catalyseur pour accélérer l'indépendance vis-à-vis des énergies fossiles importées. La séquence souligne la nécessité de financer la sortie de la dépendance envers les fossiles, qui restent des perturbateurs pour la stabilité et

³⁸ Bernard Keppenne, "[L'inflation reprend feu, attisée par le pétrole](#)", in *CBC Business Kafé*, 11 mars 2026.

la durabilité, et de mettre notre société en sécurité énergétique et climatique. Des mesures doivent dès lors être prises en faveur de l'accélération de la transition vers le renouvelable comme la réduction de la dépendance structurelle au pétrole et au GNL importés, réduction qui est le seul moyen de protéger durablement l'économie belge des chocs géopolitiques récurrents.

Du côté du modèle économique, l'objectif est le développement de l'économie circulaire et du recyclage : pour le secteur de la chimie, une transition vers la "chimie circulaire" permettrait de découpler la croissance industrielle des flux provenant du Golfe.

Il s'agit aussi de repenser le modèle portuaire. La Belgique pourrait notamment faire évoluer ses ports d'un rôle de hub de transit mondial vers celui de hub régional sécurisé, axé sur la résilience et l'autonomie stratégique de l'Europe. Afin de soutenir la souveraineté énergétique européenne, l'Union pourrait être invitée à préparer un Repower EU 2.0 afin de poursuivre le soutien à la transition vers les énergies renouvelables en Europe.

Du côté agricole, les chercheurs de Gembloux Agro-Bio Tech (ULiège) étudient les leviers de l'autosuffisance alimentaire wallonne. Leurs travaux démontrent que la sécurité alimentaire d'une région dépend d'une "utilisation intelligente" des ressources et d'une réduction de la dépendance aux intrants chimiques. L'agroécologie et le développement de l'agriculture biologique reposent essentiellement sur des sources de fertilité locales ou régionales. Elles sont des réponses directes et structurelles à la dépendance aux intrants chimiques et engrais minéraux importés du Moyen-Orient³⁹ et, plus largement, des outils fondamentaux de notre souveraineté alimentaire.

En résumé, la capacité de la Belgique à absorber ces chocs dépendra de la flexibilité de ses structures industrielles et de la force d'une réponse coordonnée au niveau de l'Union européenne. Toutefois, la récurrence des crises (pandémie, invasion de l'Ukraine, guerre au Moyen-Orient, crises climatiques) soulignent l'épuisement d'un modèle économique dont il est désormais évident qu'il doit être profondément transformé par des investissements massifs ciblés vers la transition écologique à tous niveaux (énergétiques, agricoles, industriels).

7. Au regard des défis: l'importance de l'autonomie

L'ampleur du choc dû au conflit actuel au Moyen-Orient pourrait être inédite car elle combine un choc d'offre massif sur l'énergie avec une paralysie des matières premières critiques pour l'agriculture et l'industrie. La Belgique, par son économie ouverte, se trouve particulièrement fragile face à cette tempête géo-économique. Sa capacité à absorber le choc dépendra de la flexibilité de ses structures industrielles et de la force de la réponse coordonnée à l'échelle de l'Union européenne. Il s'agit désormais de devenir autonome.

Pour la Wallonie, l'intégration des données de l'IWEPS, des comptes macroéconomiques de l'agriculture de Statbel et des recherches académiques de Gembloux confirme que l'autonomie stratégique n'est pas un concept abstrait mais une nécessité matérielle urgente. La région doit naviguer entre la réalité de ses besoins industriels actuels et l'impératif de construire un modèle économique moins exposé aux soubresauts du Golfe Persique.

³⁹ Réseau wallon de développement rural, [Ruralités](#), n° 52, 2ème trimestre 2022.

L'évolution des prix de l'énergie dans les prochaines semaines reste incertaine, mais l'expérience des crises précédentes montre que leur volatilité finit presque toujours par se traduire par une pression accrue sur les ménages. Dans ce contexte, différentes réponses politiques sont envisageables, chacune avec ses avantages et ses limites.

Il sera essentiel de veiller systématiquement à ce que les mesures adoptées protègent réellement les ménages les plus vulnérables, tout en évitant de renforcer de manière pérenne notre dépendance aux énergies fossiles. Dans le même temps, une pression politique forte devra être exercée afin que les gouvernements réagissent rapidement.

Face à une possible nouvelle crise énergétique, l'enjeu sera donc double : défendre des réponses immédiates pour protéger les citoyens et les PME vulnérables tout en rappelant que seule une accélération de la transition énergétique permettra de réduire durablement notre exposition à ce type de chocs. C'est en investissant dans la transition que nous passerons d'une transition subie et injuste à une transition juste et maîtrisée.

Notre société encaisse des coups et des crises successives qui nous obligent à la fois à réagir dans l'urgence et à penser une transition complexe. Ces dernières années ont été marquées par la crise du Covid puis par la crise énergétique consécutive à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. A chaque fois, de nombreuses réflexions ont traversé la société et mobilisé des chercheurs, des institutions, des centres d'études, des mouvements sociaux, la société civile et des citoyens... dans le but de permettre à notre société de maintenir sa cohésion et de traverser la crise. Il s'agit aujourd'hui de les valoriser et d'en tirer les leçons utiles, dont celles qui nous obligent à renforcer nos dispositifs de consultation et de participation démocratiques.